



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Macron a formé son quinze et confirmé le cours très réactionnaire de sa politique : jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, comme Premier ministre. Quant à la composition du « nouveau » gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins du grand patronat

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « *marre* » des « *paquets d'heures non sérieusement remplacées* » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « *corruption passive* », « *recel d'abus de pouvoir* » et « *trafic d'influence passif* ».

Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite au Liban pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux.

Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquelles mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « *son premier combat* ».

Depuis, les prix alimentaires ont augmenté de 20 % ! Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « *perdu* » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires.

Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective.

Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier.

La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches.

Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « *Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé* », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier.

Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble.

Dimanche 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris.

Le dimanche 21 janvier, il faudra être davantage encore, et tant qu'il le faudra !

Derichebourg : nouvelles attaques contre l'emploi et les conditions de travail

Après « renégociation » du contrat de nettoyage des locaux à Cléon, les travailleurs et travailleuses du site sont passés de PEI à Derichebourg. Cotée en bourse, cette société a réalisé plus 300 millions d'euros de bénéfices pour 2023. Mais apparemment, ce n'est pas encore assez. C'est pourquoi Derichebourg vient de passer à l'attaque contre les travailleurs et travailleuses assurant le nettoyage sur notre site. Non content de ne pas remplacer les 3 derniers départs en retraite, la direction a annoncé que 4 salarié.es seraient encore de trop à Cléon, suite à une réduction des prestations de nettoyage demandées par Renault. Elle intime aux 36 personnes encore présentes à Cléon d'envisager d'aller travailler à Val de Reuil. Au cas où elle ne trouverait pas 4 « volontaires », elle a prévu... qu'elle les désignerait elle-même. En réaction, 8 camarades du nettoyage se sont mis en grève et réunis ce lundi matin pour en discuter. Tou.tes savent pertinemment que si Derichebourg parvient à réduire ses effectifs, les travailleurs qui resteront verront leur charge de travail augmenter. C'est pourquoi les grévistes avaient prévu une nouvelle AG mercredi midi pour discuter de la suite de leur mouvement. Tenons-nous prêt.es à les soutenir !

Ce qu'on produit et comment : À nous de décider

Après Douvrin et Dunkerque, c'est au tour de Maubeuge d'accueillir une méga-usine de batteries électriques. Avec pour les actionnaires des contrats juteux et des profits garantis grâce aux subventions publiques et à l'interdiction progressive des voitures thermique qui va forcer le renouvellement du parc auto. Mais pour les futurs salariés, ce sera la sur-exploitation permise par le taux de chômage de la région et pour les riverains, la pollution des sols et des nappes phréatiques, et leur assèchement (ce type d'usine consomme plus d'un million de m³ par an), mais aussi une biodiversité attaquée, des terres agricoles détruites... Alors que l'heure est à la protection de l'environnement et qu'on sait bien que la construction de la voiture électrique ne constitue en rien un progrès écologique. C'est ce qui explique que les riverains et les associations se mobilisent pour que ce projet ne voit pas le jour. Mais face à des capitalistes dont les projets n'ont qu'un objectif, le profit, il est juste qu'ici et ailleurs, les travailleurs et les populations s'en mêlent pour imposer leur avis sur ce qu'on produit et comment on le produit.

Rachida Dati et Renault : des relations à prix d'or

Fin 2018, Carlos Ghosn, le tout puissant PDG de Renault-Nissan, est arrêté à son arrivée au Japon, soupçonné d'abus de bien social et de fraude dans sa déclaration au fisc. En 2019, alors qu'il était en résidence surveillée, il débarque au Liban, suite à son évasion rocambolesque dans une malle. Et une enquête interne à Renault - dont les résultats ont été fournis à la justice - fait apparaître 11 millions d'euros de dépenses suspectes, dont l'anniversaire de Ghosn

au château de Versailles en 2014, dans les comptes de Renault-Nissan BV, filiale néerlandaise du groupe. Filiale qui aurait par ailleurs payé à prix d'or comme « consultante » Rachida Dati pour un montant de 900.000 euros entre 2010 et 2012. Les soupçons d'emploi de complaisance et de trafic d'influence au profit de Renault quand elle était députée européenne ont conduit à sa mise en examen en 2021. L'intéressée prétend avoir été rémunérée pour ses conseils d'avocate. Des conseils à prix d'or: 25.000 euros par mois - 17 fois le Smic de l'époque - pour des prestations plus que suspectes. Pas de quoi empêcher Macron de la nommer au gouvernement, à la culture : une question de compétences ?

Pour le retrait pur et simple de la loi immigration MANIFESTATION à Rouen

Dimanche 21 janvier 15h St Sever

La loi « immigration » votée en décembre dernier repose toute entière sur la figure de l'étranger par nature indésirable et dangereux. Distillée à force de discours répétés de Darmanin, cette suspicion raciste et odieuse finit par s'étendre à toutes les personnes supposées immigrées ou issues de l'immigration. D'où l'arsenal de mesures rendant plus difficile l'accès à un titre de séjour et à son renouvellement, ou privant du droit aux allocations familiales ou à l'APL des personnes pourtant tout à fait en règle ...etc. De quoi pourrir la vie de millions d'étrangers parfaitement intégrés. Mais qui a intérêt à essayer de nous faire croire que l'ennemi, c'est mon voisin de palier, ma collègue aide à domicile ou mon pote de chantier ? Ne nous trompons pas d'ennemi. Le racisme est un poison qui divise ceux et celles qui sont pourtant victimes des mêmes politiques antisociales, quelle que soit leur origine. Contre cette loi qui en rajoute une couche, participons massivement aux actions pour son retrait, avec l'exigence de l'égalité des droits.

Halte au massacre à Gaza Biden, Macron : assez de larmes hypocrites MANIFESTATION A ROUEN

Samedi 20 janvier 15h St Sever

L'horreur de ce qui se passe à Gaza a conduit les dirigeants occidentaux à ne plus afficher aussi ostensiblement leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Mais de timides critiques ne sauraient cacher une complicité honteuse : ni condamnation ferme des crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne, ni dénonciation de ce qui s'apparente à un génocide, ni sanction contre l'État d'Israël et ses hautes sphères dirigeantes. Qu'est ce qui empêche Biden, Macron, l'Union Européenne et les autres de cesser toute aide militaire à Tel Aviv, de mettre fin à toutes les ventes d'armes à Israël, d'interdire l'importation de produits issus des colonies israéliennes installées en territoire palestinien, d'obliger les entreprises et banques de leurs pays respectifs à retirer leurs "billets" de tout investissement impliquant des activités dans ces colonies. Plus que jamais, seule une montée en puissance de la solidarité ouvrière et populaire à l'échelle internationale peut encore imposer l'arrêt du massacre et le respect des droits des palestiniens.